APPEL A L'ACTION LE 14 NOVEMBRE 2012: POUR UN « MIEUX DISANT » SOCIAL EN EUROPE

Déclaration de la FTM CGT du 6 novembre 2012

L'ensemble des syndicats, au sein de la Confédération Européenne des Syndicats (CES), appelle à une journée d'actions et de manifestations, le 14 novembre, contre les politiques d'austérité et les pressions patronales. Cette journée fait suite aux premières initiatives qui ont eu lieu le 9 octobre dernier, au niveau européen, pour le développement de l'industrie et de ses emplois et qui ont connu des succès, notamment avec plus de 90 000 manifestants en France.

PARTOUT EN EUROPE, PLUS DE FLEXIBILITE ET MOINS DE DROITS POUR LES SALARIES, C'EST MOINS D'EMPLOIS DANS CHAQUE PAYS.

Les exemples ne manquent pas, que ce soit en Grèce, en Espagne ou au Portugal, pour démontrer que continuer avec les mêmes recettes, ne règle en rien les problèmes. Les gouvernements de ces pays, sur injonction de la commission européenne et des banques centrales, ont assoupli les procédures de licenciement, réduit les dépenses publiques etc. Cela se traduit par des résultats catastrophiques au niveau social avec 50% de jeunes au chômage en Espagne, un pouvoir d'achat en berne partout.

EN FRANCE, AU NOM DE LA COMPETITIVITE, ON VEUT A NOUVEAU FAIRE PAYER LES SALARIES ET LES RETRAITES POUR MIEUX EXONERER PATRONAT ET ACTIONNAIRES.

En réalité, c'est une baisse généralisée des salaires pour dégager 30 milliards d'euros pour les donner au capital. Depuis plus de 30 ans, ce sont les mêmes mesures qui sont proposées avec l'efficacité que chacun peut constater dans son quotidien. Le problème de compétitivité de notre pays, de son industrie, ce ne sont ni les salaires, ni les cotisations sociales. Au contraire, augmenter les salaires permettrait d'accroître la consommation et donc l'activité économique. Cela permet également des rentrées de cotisations supplémentaires afin d'améliorer notre système de protection sociale, symbole d'une société juste et moderne.

Le problème de notre industrie est le coût des prélèvements financiers qui ne cesse de s'accroître. C'est le coût du capital qui est un gaspillage auquel il faut mettre un terme immédiatement. En 40 ans, les dividendes versés aux actionnaires ont été multipliés par treize pour aujourd'hui dépasser le niveau des investissements.

Satisfaire encore et toujours les exigences du MEDEF conduit notre pays dans l'impasse et les citoyens dans la misère et l'exclusion. Le gouvernement actuel doit choisir son camp.
En demandant à un patron (ancien PDG D'EADS) Mr GALLOIS, de rédiger un rapport sur la compétitivité des entreprises, cela donne un résultat qui n'est pas surprenant, puisque ce sont les préconisations du MEDEF. Le gouvernement a fait le plus mauvais choix pour les salariés. Par ailleurs, comment Monsieur GALLOIS peut-il être crédible, sachant que ce patron a touché au titre de sa rémunération, pas moins de 2,7 millions d'euros en 2011, soit une augmentation de 22% par rapport à 2010. Et aujourd'hui, le montant de sa retraite, calculé selon son contrat de travail, s'élève à 60% de son salaire de base, soit : 594 000 € (sans compter son parcours aérospatial, SNCF). Lui, peut laisser du salaire.

NOUS CHOISISSONS LA MOBILISATION ET LA SOLIDARITE DES SALARIES EN FRANCE ET EN EUROPE AFIN DE SORTIR DE CETTE SPIRALE DU DECLIN.

D'ores et déjà, des initiatives unitaires sont prises dans de nombreux pays sous forme de grèves et de rassemblements. Par notre mobilisation, le 14 novembre, nous souhaitons exprimer nos exigences auprès du patronat et des gouvernements européens. Nous invitons les salariés des entreprises de la métallurgie, petites, moyennes ou grandes, à organiser des arrêts de travail et participer aux manifestations qui auront lieu partout en France. Ce jour-là, c'est l'occasion pour les salariés dans toutes les entreprises d'exprimer leurs revendications, d'exiger des emplois de qualité et des augmentations de salaires avec l'ouverture immédiate des négociations annuelles.

Le 14 Novembre, faisons nous entendre partout !